

ACTUALITE

L'Etat islamique, le pétrole et l'argent

Dans son *Oil Market Report* du mois d'août, l'**Agence Internationale de l'Energie** (AIE) estime que l'**Etat islamique** (EI) contrôle au moins sept champs pétroliers en **Irak**, **Najma**, **Qayara**, **Himreen**, **Ajeel** et **Balad** depuis la mi-juin et **Ain Zalah** et **Batma** depuis août. Selon l'AIE, la production des gisements contrôlés par l'EI serait de **80 000 barils par jour**, dont 30 000 b/j pour Ajeel et 3 000 b/j pour Qayara, sans compter les champs dans la région de **Deir ez-Zor** en **Syrie** qui sont eux aussi dans la zone d'influence de ce groupe terroriste. Dans son rapport mensuel de juillet, l'AIE précisait que l'EI contrôlerait également les champs gaziers d'**Akkas** et de **Mansouriya** en Irak. Le sort de la raffinerie de **Baiji** reste incertain.



Les gisements gaziers sont un enjeu moins important car ils ne sont pas développés. Akkas avait été confié, suite à un appel d'offres lancé en 2010, à un consortium composé de la **Korea Gas Corporation** (Kogas) et de **KazMunaiGas** (Kazakhstan) et un groupement comprenant **TPAO**, **Kuwait Energy Company** et Kogas avait été chargé de la mise en valeur de Mansouriya. Ce qui est capital pour l'EI, c'est de disposer d'actifs pétroliers producteurs, car ceux-ci génèrent immédiatement du cash et le brut et/ou les produits pétroliers sont plus faciles à utiliser et à commercialiser que le gaz naturel ; de raffineries, même très artisanales ; et de marchés locaux ou régionaux. De ce point de vue, l'Irak est beaucoup plus important que la Syrie en termes de potentiel puisque la production de ce dernier pays ne dépasserait pas 3 000 b/j actuellement alors que celle de l'Irak reste supérieure à 3 millions de b/j.

Une production de l'ordre d'un peu plus de 80 000 b/j pourrait rapporter \$8 millions de recettes par jour sur la base d'un prix du brut de l'ordre de \$100 par baril. Ce chiffre de \$8 millions est d'ailleurs cité, un peu rapidement, par certains observateurs. Mais, entre ce potentiel et la réalité, plusieurs facteurs viennent s'intercaler :

- L'exploitation de ces champs suppose que l'EI soit effectivement capable de contrôler dans la durée les zones contenant ces actifs pétroliers. Or, la situation militaire reste mouvante, plus en Irak qu'en Syrie d'ailleurs dans la période récente, comme l'a montré l'évolution récente de la ligne de front dans le nord du pays face aux forces du **gouvernement régional du Kurdistan** appuyées par les frappes aériennes américaines avec des avions de l'**U.S. Navy** et des drones.
- A supposer que ce contrôle soit effectif et durable, rien ne permet de dire que ces gisements produisent à pleine capacité.
- Tout le brut et tous les produits raffinés ne sont pas commercialisés. Une partie va permettre à l'EI de satisfaire ses propres besoins en la matière, ce qui n'est pas non plus une bonne nouvelle.
- Le brut produit n'est évidemment pas vendu au prix du marché. Compte tenu de son origine et de ceux qui le contrôlent, il faut accepter de fortes décotes pour que d'autres – contrebandiers, trafiquants, groupes criminels divers – acceptent de se charger de cette affaire en empochant au passage des profits substantiels à la hauteur des risques encourus. Personne ne connaît exactement l'ampleur de ces réductions de prix mais un ordre de grandeur global de 50% n'est

sans doute pas absurde avec des variations importantes selon les situations concrètes rencontrées.

- Selon un chercheur du **Brookings Doha Center**, Mr. Luay al-Khatteeb, l'EI pourrait être en mesure de vendre de l'ordre de 30 000 b/j. Le chiffre est invérifiable mais l'ordre de grandeur nous semble fiable. Si l'on retient l'hypothèse héroïque d'une décote de 50% sur le prix, les recettes journalières seraient de \$1,5 million environ [M. al-Khatteeb avance pour sa part une estimation de \$2 millions par jour]. Une goutte d'eau dans le monde du pétrole mais beaucoup d'argent - \$550 millions par an en extrapolant, ce qu'il ne faut pas faire - pour un groupe terroriste qui a déjà mis la main sur l'argent contenu dans des banques à Mossoul, pratique la prise d'otages et l'extorsion sur une large échelle et bénéficie de financements privés en provenance de la région du Golfe qui peuvent - ou qui ont pu - être substantiels. En bref, l'EI ne doit pas avoir trop de difficultés à boucler ses fins de mois.
- Si les recettes pétrolières et autres dont dispose l'EI sont considérables pour un groupe terroriste - il est largement présenté dans les médias comme le groupe terroriste le plus riche au monde, ce qui n'est pas faux et contribue à lui donner une bonne "image de marque" dans certains milieux propices au recrutement et à la collecte d'argent -, elles ne sont évidemment pas suffisantes pour lui permettre de devenir un Etat, ce que suppose entre autres l'instauration d'un califat. Ce groupe va donc poursuivre ses efforts en Irak en vue de contrôler d'autres actifs pétroliers pour disposer de plus de moyens financiers, recruter et payer plus de combattants, acquérir plus de matériel militaire et montrer qu'il peut assurer certaines des fonctions d'un Etat.
- Les estimations des possibles recettes pétrolières de l'EI sont basées sur l'hypothèse que celui-ci ne rencontre pas trop d'obstacles pour commercialiser le brut ou les produits raffinés qu'il contrôle. De ce point de vue, la réaction du **Conseil de sécurité des Nations unies**, notamment avec l'adoption de la **résolution 2170 (2014)** le 15 août, est bienvenue. Certes, entre une telle décision à ce niveau et son application sérieuse et constante par les Etats de la région, il y a un grand écart mais le Conseil de sécurité a vocation à déterminer une certaine légalité internationale et celle-ci peut être un point de départ pour des mesures nationales que l'on espère plus énergiques qu'à ce jour. De ce point de vue, plusieurs aspects de la panoplie de certaines grandes puissances seront requis, depuis les pressions diplomatiques à la guerre de l'ombre en passant par la coopération internationale, l'assistance technique et le renseignement.

L'EI conserve cependant un grand avantage : le contrôle d'une très vaste zone en Syrie et en Irak avec une continuité territoriale. Cette base transnationale facilite les trafics et l'installation d'infrastructures de fortune et lui fournit un marché captif grâce à la population qui vit dans sa sphère d'influence et qui n'a pas vraiment la possibilité de ne pas acheter les produits pétroliers fournis par l'EI ou par des intermédiaires "agréés". La réduction de cette immense zone par des moyens militaires et la réintégration des Sunnites dans le jeu politique irakien pour réduire les soutiens, plus ou moins volontaires, dont dispose l'EI demeurent donc des éléments cruciaux si l'Irak et la communauté internationale veulent significativement diminuer à l'avenir les moyens financiers, donc la capacité de nuisance, de ce prétendu califat.

Francis Perrin

☞ Voir aussi **Irak** dans ce numéro en page 9.

L'Iran sur tous les fronts

Alors que les négociations entre l'Iran et les 5 plus 1 [les cinq membres permanents du **Conseil de sécurité de l'ONU** et l'Allemagne] vont se poursuivre jusqu'en novembre, le président Hassan Rohani a une fois de plus souligné à quel point il était capital pour le pays de se débarrasser des **sanctions** qui entravent le développement de son économie et de son secteur des hydrocarbures. Les sanctions ont des inconvénients majeurs pour la population mais certains tirent leur épingle du jeu, a-t-il rappelé en évoquant "*certaines individus*" qui ont obtenu du pétrole pour le commercialiser de façon illégale. On parle souvent de contourner ("*bypass*") les sanctions mais c'est la nation iranienne qui a été contournée, a expliqué en substance le chef de l'Etat. Le message est clair.

L'une des déclinaisons de ce rappel a été assurée par le ministre du Pétrole, M. Bijan Namdar Zanganeh, et par l'un des vice-ministres du Pétrole, M. Ali Majedi. Ces deux responsables ont formellement démenti les rumeurs concernant la signature d'un **accord avec la Russie sur la commercialisation de brut iranien**. Des rumeurs persistantes accompagnées de chiffres gigantesques (\$20 milliards). Ces "informations" ne font pas plaisir à Washington et il est important pour le **ministère du Pétrole** de rappeler que son objectif essentiel est d'obtenir la levée des sanctions pour pouvoir commercialiser normalement le pétrole iranien sans tomber dans une dépendance excessive vis-à-vis d'intermédiaires divers ou de Moscou.

Outre la question des sanctions, l'un des buts principaux de l'Iran reste l'augmentation de sa production pétrolière avec la perspective d'une capacité de **4,7 millions de barils par jour** d'ici trois ans, dont **700 000 b/j** provenant des champs partagés avec d'autres pays. Si l'on, ajoute les condensats, la capacité nationale serait de **5,7 millions de b/j** dans le même délai. Une autre priorité est d'accroître la production gazière grâce au développement de plusieurs phases de **South Pars**. Selon la **National Iranian Gas Company** (NIGC), la production gazière actuelle est de **180 milliards de mètres cubes par an** et elle passerait à **250 milliards de mètres cubes/an** à la fin du cinquième plan quinquennal en 2016 et à **400 Gm³ par an** en 2025. Cet accroissement de la production permettrait d'augmenter les exportations (les cibles à court terme incluent l'**Irak**, **Oman**, les **Emirats Arabes Unis** et la **Turquie**. L'Iran a récemment indiqué qu'il serait en mesure de doubler ses exportations vers la Turquie si des contrats étaient conclus en ce sens) et de réduire les importations. M. Zanganeh a ainsi annoncé que l'Iran pourrait cesser d'acheter du gaz au **Turkménistan** d'ici à mars 2016. Le ministre entend aussi relancer les "**swaps**" de **pétrole** avec des pays de la **région de la mer Caspienne**, une stratégie qui n'est pas nouvelle mais qui a été largement contrecarrée par les sanctions et l'influence américaines. Téhéran pense ici en particulier au champ supergéant de **Kashagan** au Kazakhstan. L'Iran manifeste par ailleurs sa volonté de diversifier ses voies d'exportation avec le projet de faire du port de **Jask** son second terminal pétrolier après celui de l'île de Kharg.

Tous ces projets nécessitent d'**attirer des investisseurs privés étrangers et iraniens** et le ministère du Pétrole multiplie les déclarations et les démarches en ce sens pour l'amont pétrolier et gazier, pour le gaz naturel liquéfié (GNL), pour le raffinage et la pétrochimie. La Chine pourrait financer des **investissements pétrochimiques** à hauteur de **10 milliards d'euros**, selon la **National Petrochemical Company** (un accord serait déjà intervenu pour 2 milliards d'euros) ; 13 firmes étrangères et quatre entreprises iraniennes auraient fait part de leur intention d'investir au total \$15 milliards dans l'industrie gazière en Iran, selon la NIGC ; et des projets précis sont annoncés pour attirer les investisseurs, dont le **parc de raffinage de Sirak** (SRP) et des **mini-usines de GNL**. Le SRP accueillerait à terme huit raffineries de condensats d'une capacité unitaire de 60 000 b/j et 35 investisseurs potentiels se seraient manifestés, selon la **National Iranian Oil Refining and Distribution Company** (NIORDC). Pour le GNL, des invitations formelles seraient lancées en octobre. Il s'agirait ici d'approvisionner en gaz des zones rurales et des villages de façon plus économique que par gazoduc.

L'aval tient donc une bonne place dans les stratégies gouvernementales, comme **Pétrole et Gaz Arabes** l'a souligné à plusieurs reprises. La distribution d'essence dans les grandes agglomérations et sur l'ensemble du territoire - un sujet sensible -, la réduction et l'arrêt des importations et une plus grande prise en compte de l'environnement sont des objectifs importants sur le plan économique et pour améliorer les conditions de vie de la population. De ce point de vue, un projet capital est celui de la **raffinerie Persian Gulf Star**, qui devrait entrer en service au cours de la prochaine année iranienne (2015-2016) et qui devrait permettre de stopper les importations d'essence, d'exporter de l'essence, du gazole et d'autres produits et de commencer à distribuer de l'essence de qualité *Euro-5* dans le pays. M. Zanganeh a d'ailleurs qualifié cette raffinerie de **second projet le plus stratégique** pour le secteur des hydrocarbures en Iran après la poursuite et l'accélération du développement de South Pars, ce qui n'est pas peu dire. La capacité de production d'essence de cette usine sera de **36 millions de litres par jour** et elle serait achevée à 75% actuellement, selon le ministre. Ses capacités seraient aussi de 14 Ml/j de gazole, de 4 Ml/j de GPL et de 3 Ml/j de carburacteur. Selon la **National Iranian Oil Products Distribution Company** (NIOPDC), la production actuelle d'essence est de **62-63 Ml/j** et elle atteindrait **68 Ml/j** d'ici à mars 2015 (la consommation est estimée à 70 Ml/j environ). Outre le projet majeur de Persian Gulf Star, des travaux sont en cours dans les raffineries de **Bandar Abbas**, **Abadan** et **Lavan** pour accroître les capacités nationales.

Dans une perspective d'avenir, l'Iran a l'intention de ne pas rester absent du développement de filières et de technologies énergétiques très importantes. La **National Iranian Oil Company** (NIOC) a ainsi fait état de progrès dans des études en vue de l'exploration d'**huile de schiste** dans la région de Qali Kouh, dans l'ouest du pays, en lien avec le **Petroleum Institute de l'université de Téhéran**. De plus, le responsable du **Research Institute of Petroleum Industry** (RIPI) a indiqué à l'agence officielle *Shana* qu'une usine de **conversion de gaz en liquides** (GTL) serait lancée dans quatre ans. Située sur l'île de Qeshm, elle aurait une capacité de 3 000 b/j.

L'Iran est donc sur de nombreux fronts dans le secteur clé des hydrocarbures. Beaucoup de déclarations, beaucoup d'idées, beaucoup de projets, beaucoup de discussions mais aussi beaucoup de besoins de financement et beaucoup d'investisseurs à attirer. Et, pour cela, il faut, en grande partie, la levée des sanctions. La boucle reste à boucler.

Francis Perrin